Programme de combat pour un Québec indépendant et français

(Supplément dans ***Libération 1972-No. 15-16***)

L'oppression nationale des Québécois
Le but et les adversaires de la lutte nationale
Pour un Québec indépendant et français!
La classe ouvrière a besoin d'un parti politique autonome
Le caractère bourgeois et pseudo-nationaliste du PQ
Pour un parti ouvrier de masse!
Un projet de programme: Politique nationale
Politique internationale
Politique syndicale
L'égalité des femmes québécoises
Le système d'éducation
Conception et dynamique du programme
Nationalisme et internationalisme
Le genre de société que nous visons

Programme de combat pour un Québec indépendant et français

Le projet de programme que nous publions ici a été soumis par le Comité central de la Ligue Socialiste Ouvrière; il est présenté aux membres et aux sympathisants de 1'organisation comme base de discussion en vue du congrès prochain de la LSO qui se tiendra au début de septembre. Il s'agit d'un programme d'action qui s'adresse aux larges masses québécoises qui recherchent une solution à l'oppression nationale.

Etant donné la profondeur de la révolte nationale, et l'importance d'un tel programme pour de très larges couches de la population, nous avons décidé, avec l'accord de la LSO, de publier ce projet de programme, ouvrant ainsi à nos lecteurs la discussion qui 1'entourera. La LSO invite tous ceux qui auraient des commentaires sur le programme, des suggestions ou des critiques, à les faire parvenir, d'ici septembre, à la Ligue Socialiste Ouvrière, 226 est, rue Ste-Catherine, Montréal 129 — NDLR.

L'oppression nationale des Québécois

"Il y a dans la législation britannique à l'égard des

terres du Bas-Canada, quelque chose qui brise le coeur d'un Canadien (français); on y voit, on y sent l'esprit machiavélique qui anime un parti de tout temps acharné à notre perte et à notre anéantissement . . . on nous environne d'une population qui est étrangère à nos lois et à nos usages et comme la chose ne pouvait pas aller assez vite de sa nature, on livre à des compagnies étrangères le sol dont la législation nous avait exclus . . .

"Le patrimoine des aïeux sera bientôt entre les mains d'étrangers qui, conséquemment, soutireront la plus pure substance d'un pays jeune pour alimenter le luxe britannique ; nous payons annuellement un tribut aux dieux de la Grande-Bretagne, et les capitaux qui, dépensés parmi nous, auraient pu encourager les arts, les sciences et l'industrie, iront s'engouffrer en pure perte dans le trésor de nos très hauts maîtres et seigneurs les compagnies de terres du Canada."

Cet extrait du journal *Le Canadien* du 11 juillet, 1832 nous indique les conditions que subissaient les Québécois, et le sentiment de révolte qu'elles ont fait naître à l'époque de la lutte des Patriotes.

Les Patriotes avaient réussi le 28 février, 1838, au cours de la révolution nationale-démocratique . qu'ils dirigeaient, de proclamer l'indépendance du Québec (Bas-Canada) :

"Vu que le pacte solennel fait entre le Peuple du Haut et du Bas-Canada, enregistré dans le livre des Statuts du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le 31e Chapitre des Actes passés dans la 31e année du règne du roi Georges III, a été continuellement violé par le gouvernement britannique; Vu que le même gouvernement a foulé aux pieds et usurpé nos droits, qu'il a méprisé et fermé l'oreille à nos adresses, requêtes, protêts, et démonstrations contre son intervention inconstitutionnelle et injuste dans nos affaires ; Qu'il a disposé de nos revenus sans le consentement constitutionnel de la Législature locale, pillé notre trésor colonial, ordonné l'arrestation de plusieurs de nos concitoyens, et leur mise aux chaînes ; jeté au milieu de nos campagnes des Armées de mercenaires, qui y ont semé l'alarme, l'effroi et la

consternation, que la même soldatesque a rougi notre sol du sang d'un nombre considérable de nos compatriotes, brûlé nos villages, profané nos temples, établi dans toute l'étendue du pays, le règne le plus atroce de la terreur; et vu que nous ne pouvons plus souffrir ces violations réitérées de nos droits les plus chers et supporter patiemment les outrages et les cruautés multipliées et récentes du Gouvernement du Bas-Canada, Nous, au nom du Peuple du Bas-Canada, adorant les décrets de la Divine providence, qui nous permet de renverser un gouvernement qui a méconnu l'objet et l'intention pour lequel il était créé, et de faire choix de la forme de Gouvernement le plus propre à établir la Justice, assurer le tranquillité domestique, pourvoir à la défense commune, promouvoir le bien général, et garantir à nous et à notre postérité les bienfaits de la Liberté civile et religieuse. "

Mais le Parti Patriote fut écrasé par 1'Armée britannique, les dirigeants furent exécutés ou exilés en Australie, et la révolution nationale-démocratique fut défaite. Les Québécois n'ont pas pu s'émanciper au nom de la liberté et de l'indépendance nationale comme l'ont fait les Américains en 1776 et les Français en 1789.

Depuis la conquête militaire des Québécois par l'Armée britannique en 1759, le peuple québécois demeura colonisé et soumis aux intérêts des exploiteurs étrangers. Les Québécois furent gardés à genoux sous la domination économique, politique, culturelle, et linguistique exercée alors par la Grande-Bretagne et ensuite par le Canada-anglais et les Etats-Unis.

L'opposition des Québécois à cette domination étrangère ne fut pas étouffée en 1839 lors de l'exécution des dirigeants patriotes. L'opposition à cette mainmise s'exprima de diverses manières tout au long de l'histoire du Québec, allant jusqu'à nos jours. Durant les deux guerres impérialistes mondiales les Québécois au contraire des Canadiens-anglais refusèrent carrément la conscription dans l'Armée impérialiste de l'Angleterre.

Les Québécois se sont vus nier le droit à leur propre

patrie. Depuis la Confédération de 1867 et la création du "Canada", "d'un océan à l'autre," les Québécois sont emprisonnés dans un carcan, soumis à la nation canadienne-anglais, n'ayant droit ni à leur Etat national ni à leur langue nationale.

La négation de ses droits démocratiques fondamentaux, cette oppression nationale, politique, culturelle et linguistique représentent la superstructure indispensable pour que puisse être maintenue l'oppression économique du Québec.

Le standard dé vie des Québécois reflète la position opprimée de la nation québécoise par rapport à la nation canadienne-anglaise. Le revenu per capita au Québec est inférieur à la moyenne canadienne. Le taux de chômage y est plus haut, dépassant parfois celui de la région défavorisée des Maritimes et doublant celui de l'Ontario. Dans les villes ou les deux langues se parlent, ce sont les francophones qui vivent dans les quartiers pauvres. Quant à l'instruction des francophones, on s'accorde à l'estimer généralement inférieure à celle des Canadien-anglais.

Ayant des ressources académiques inférieures aux anglophones, l'instruction francophone se donne la tâche de fournir une main-d'oeuvre peu ou non-spécialisée et ainsi mal payée, à l'industrie et aux secteurs de service.

Cependant la forme d'oppression que les Québécois ressentent le plus profondément est le statut accordé à la langue française. La situation est telle que la majorité des Montréalais ne peuvent que difficilement vivre en français dans cette ville, le plus important centre urbain de la nation. Les meilleurs hôpitaux de Montréal ne fonctionnent qu 'en anglais où les hommes et lès femmes de métiers ont très souvent des contremaîtres unilingues anglais, et où les malades sont obligés de se débrouiller en anglais.

La domination anglophone a relégué la langue française à un rôle complètement subordonné dans la vie

quotidienne ce qui tend à corrompre la langue et la culture francophone. L'Université McGill à Montréal, la plus riche du Canada, sert à la minorité anglophone. Même dans les écoles de langue française les cours scientifiques se donnent avec une bonne partie de manuels scolaires en anglais.

La discrimination contre la langue française est plus notable au travail, où la capacité de travailler en anglais est une pré-condition essentielle d' avancement et même souvent de l'embauchage. Les plus hauts postes sont occupés par les anglophones, les francophones n'étant généralement pas promus à ces postes, même s'ils connaissent l'anglais.

Dans les relations de travail et les relations publiques — où les compagnies ont à faire avec une audience en grande majorité francophone — plusieurs firmes continuent d'opérer exclusivement en anglais.

Entre 80 et 90 pour cent des travailleurs québécois travaillent pour des capitalistes anglophones. A Montréal, 80 pour cent de la richesse des compagnies se trouvent entre les mains de capitalistes anglophones. Les effets sur l'économie du contrôle étranger se voient dans son développement difforme et par le nombre plus élevé des industries d'extraction de matières brutes et de celles qui ne requièrent qu'une main-d'oeuvre bon marché.

De plus d'une manière, le Québec correspond à la définition classique d'une colonie "interne" fournissant aux capitalistes étrangers un réservoir de main-d'oeuvre bon marché et des ressources naturelles. Nous sommes un peuple qui ne peut même pas réfléchir dans sa propre langue !

Le but & les adversaires de la lutte nationale

C 'est la lutte des Québécois pour la libération nationale qui a dominé depuis la conquête britannique de 1759 la vie politique au Québec. Autrement dit, la tâche politique urgente à l'ordre du jour, c'est l'émancipation nationale du peuple québécois. Voilà la

nécessité politique objective la plus pressante pour toute la nation québécoise.

L'émancipation nationale signifie pour les Québécois l'établissement d'une patrie, ayant une langue nationale et un Etat national capable de servir les intérêts des Québécois. Voilà les deux éléments centraux qui constituent cette émancipation nationale — l'indépendance nationale et l'établissement du français comme langue nationale. Le programme général de l'émancipation nationale du peuple québécois s'exprime par le mot d'ordre "Pour un Québec indépendant et français !"

Le nationalisme des Québécois est le sentiment et le mouvement d'une nation opprimée contre une nation opprimante. Le nationalisme québécois se dirige contre cette structure qui maintient 1'oppression nationale du Québec, c'est-à-dire, l'Etat capitaliste canadien. L'Etat capitaliste canadien est 1'outil de domination politique des capitalistes canadiens et américains qui possèdent tous les moyens de production à la base de l'économie canadienne.

Le gouvernement du Québec est composé de vendus et de traîtres subordonnés à Ottawa qui leur assigne quelques pouvoirs tout en maintenant le contrôle réel. Le gouvernement et l'Assemblée nationale ont pour but de répandre l'illusion que les Québécois sont gouvernés par des autochtones. Lorsqu'il s'agit d'une crise ou d'une menace contre sa domination, c'est le fédéral qui envoie son armée mater la population.

La population anglophone au Québec, largement composée de travailleurs et d'étudiants se fait également opprimée par l'Etat canadien qui donne aux anglophones quelques privilèges réels et fictifs afin de diviser les travailleurs selon leur nationalité et afin de créer chez les anglophones du racisme à l'égard des francophones.

C'est l'Etat canadien qui maintient le racisme à l'égard des Québécois faisant ainsi des Québécois des citoyens de deuxième classe. L'Etat capitaliste canadien opprime le Québec par l'entremise de son armée,

de ses tribunaux, de ses impôts et de toute la structure étatique canadienne. Voilà 1'ennemi de la lutte d'émancipation nationale.

Bien que le gouvernement du Québec essaie de faire croire qu'il est possible de "négocier" avec Ottawa pour l'extension des droits nationaux des Québécois, le fédéral a souvent prouvé le contraire en envoyant des soldats armés de mitraillettes pour répondre aux revendications des Québécois.

Jamais le capitalisme canadien n'a cédé une partie quelconque de ses privilèges et de ses intérêts sans une lutte féroce. Ottawa ne peut céder aux revendications nationales des Québécois que sous une pression énorme des masses. Le gouvernement du Québec est incapable d'exercer une telle pression, n'ayant presque aucune arme, et étant totalement lié et dépendant d'Ottawa. La crise des mesures de guerre en 1970 a mis au grand jour la faiblesse de Québec et sa dépendance du fédéral, lorsque le premier ministre a du faire appel à l'armée de Trudeau pour venir faire échec à "l'insurrection appréhendée," et pour éviter une crise au niveau du gouvernement du Québec.

Seules les masses québécoises elles-mêmes, celles qui subissent véritablement l'oppression nationale, peuvent exercer une telle pression sur Ottawa jusqu'au point de briser sa mainmise sur la nation québécoise. Les masses québécoises ne peuvent se fier à notre "élite" vendue à Québec pour l'obtention de nos droits et de notre émancipation. Il s'agit pour la nation québécoise de mobiliser les centaines de milliers de patriotes en véritable force de frappe indépendante, capable de descendre dans la rue contre nos oppresseurs. Ne comptons que sur nos propres moyens ! La libération du Québec sera l'oeuvre du peuple québécois.

Nos oppresseurs ne céderons jamais leurs privilèges sans une véritable lutte de masse qui tes oblige de se retirer. Notre émancipation nationale n'est pas négociable — il s'agit de nos droits démocratiques fondamentaux en tant que nation !

Une telle lutte de masse exige un programme d'action, un programme de combat, indiquant et précisant de façon compréhensible les buts de la lutte à chaque étape. Un tel programme peut faire évoluer plus vite et plus loin les Québécois dans leur majorité sur la voie d'une lutte de masse contre le fédéral, en concrétisant le mécontentement et la combativité générale des masses québécoises. Un tel programme doit être capable de mobiliser des couches de plus en plus larges de la nation en présentant des solutions réelles aux problèmes immédiats qui se posent et en les présentant de façon défensive et compréhensible.

Le programme peut jouer un rôle indispensable dans la transformation des Patriotes québécois en une véritable force consciente, cohérente et organisée en leur fournissant une solution d'ensemble à la question nationale et une perspective globale dans la lutte.

Ainsi le programme puise ses revendications dans la réalité quotidienne des Québécois, à partir des luttes nationales partielles et immédiates, les liant directement à la perspective d'une transformation radicale et globale de la société qui mettra fin à toute oppression et exploitation dont sont victimes les Québécois.

Pour un Québec indépendant & français!

Tout d'abord, pour s'émanciper une nation opprimée doit prendre en main sa destiné. Il s'agit là d'un des principes démocratiques les plus fondamentaux. Une nation ne peut pas s'attendre à se faire gouvernée en fonction de ses intérêts lorsque le véritable gouvernement se trouve dans la nation qui l'a conquise. Nous sommes présentement des esclaves qui vivent sur les misérables miettes du maître.

Impossible pour nous de briser les chaînes colonialistes et de s'émanciper sans le plein contrôle sur toutes nos affaires. Seuls les Québécois sont en mesure de gérer leur patrie en fonction de leurs besoins. Ni le gouvernement à Ottawa, ni la Reine à Londres n'est capable de le faire à notre place !

II s'agit de placer dans le cadre d'une lutte pour l'indépendance totale, toute lutte et revendication partielle d'aujourd'hui qui posent la question à savoir qui aura pouvoir de décision sur la population québécoise; celle-ci ou le régime fédéral anti-québécois.

Voici quelques revendications qui peuvent nous apporter des victoires encourageantes et qui peuvent ainsi aider à élever la confiance de notre nation colonisée en sa propre puissance, tout en posant les bases de luttes futures plus vastes :

a) Retrait du territoire québécois de l'armée canadienne ! Les casernes militaires et les troupes de l'Armée canadienne n'ont jamais servi à défendre les Québécois de quiconque. Au contraire le fédéral s'en est servi assez souvent pour brimer nos droits, pour nous matraquer, nous intimider et même pour nous massacrer (1ier avril, 1918). Nous ne voulons plus d'armée d'occupation !

b) L'établissement d'une république démocratique ! Abolition de toute référence légale et gouvernementale à la Reine d'Angleterre et à son lieutenant-gouverneur. N'ayant aucun rapport avec la nation québécoise à part d'être de sa conquérante, la reine n'ose même pas visiter le Québec. Toute référence à la monarchie britannique est anti-démocratique car la reine et le lieutenant-gouverneur n'ont jamais été élus par les Québécois. La monarchie n'est qu'un symbole de la soumission du peuple Québécois. Election de tout officiel et fonctionnaire gouvernementaux par le population, y compris le président de la république et tous les chefs de police !

c) Tous les pouvoirs à l'Assemblée nationale ! Faisons du parlement de Québec une assemblée réellement nationale et non provinciale et colonisée comme elle l'est à l'heure actuelle. La politique dans tous les domaines, y compris les affaires étrangères, l'assurance chômage, la sécurité sociale, la justice, la radio-diffusion, les transports ferroviaires, aériennes et maritimes, doivent être élaborée pour la nation québécoise, par les Québécois et non par le Canada-anglais. De cette manière, toute politique

affectant le Québec exprimera ses besoins et ses opinions.

d) Pour un système monétaire indépendant !

e) Pour une politique douanière indépendante permettant au Québec d'établir des tarifs douaniers en fonction des besoins de l'économie québécoise !

f) Abrogation des lois fédérales sur l'avortement ! Abrogation de toute loi fédérale qui opprime les Québécoises, la moitié de la nation ! Aux Québécoises la liberté de décider si elles veulent ou non une grossesse, et non au régime à Ottawa composé d'hommes et de fédéralistes. A la Québécoise le contrôle sur son corps et sur sa vie !

g) Rapatriement du territoire québécois ! Il s'agit de rapatrier le Labrador, volé des Québécois, et d'exiger d'Ottawa le droit à l'autodétermination, y compris le droit de s'unifier avec le Québec, pour tout francophone vivant dans les alentours du Québec, comme ceux dans l'Ontario ainsi que les Acadiens. Les frontières actuelles ont été faussées par les Anglais de façon à diviser les francophones.

h) La Baie James n'est pas à vendre ! Aucune vente du territoire à l'exploitation privée, aucune concession aux compagnies étrangères soit forestière soit minière. Le territoire québécois, les rivières, lacs et forêts sont des bien nationaux des Québécois et des Amérindiens qui habitent les régions en question. Pour le droit à l'auto-détermination des Indiens et des Esquimaux, y compris le droit de se séparer ! Le Québec aux Québécois et non aux exploiteurs étrangers !

Une nation ne peut être libre et émancipée tant que la majorité n'a pas le droit de parler sa langue au travail. La langue française se voit corrompre, n'existant guère dans les domaines techniques et scientifiques. De plus en plus, la langue des Québécois se voit bornée au foyer après 5:00h le soir comme quelque chose de folklorique. Quelle douloureuse aliénation ! La lutte pour défendre la langue française face

à l'anglicisation se dirige contre une puissante arme sournoise de la domination étrangère. Toute revendication partielle qui aide à établir le français en langue nationale constitue un pas en avant vers l'élimination d'un moyen des plus efficaces de nous garder soumis, inférieurs, incapable de communiquer et de réfléchir adéquatement.

Voici quelques unes de ses revendications:

a) Le retrait de la Loi 63; Aucune autre loi accordant un statut égal au français et à l'anglais ! Aucune loi faisant de la langue un bien familial, alors qu'elle devrait constituer un des biens nationaux les plus chers. Aucune autre loi (p.ex. bill 28) concernant la langue directement ou indirectement, tant que la Loi 63 ne soit pas retirée !

b) Le français, seule langue de travail ! Toute entreprise commerciale ou industrielle sur le territoire québécois doit instaurer le français comme langue de travail de leurs employés et de leurs cadres; doit se donner une raison sociale française; doit faire une publicité en français et doit correspondre avec leurs clients en français. Aucun refus d'embaucher un francophone unilingue pour tout emploi n'exigeant pas une communication avec l'étranger.

c) Un seul système d'éducation en français ! Deux systèmes d'éducation parallèles, l'un dans la langue favorisée des patrons, l'autre dans la langue des chômeurs, égale la mort certaine de la langue de la majorité. Pour mettre fin au statut favorisé de l'anglais, un seul système d'éducation publique, séculaire et français ! Tous dans des écoles françaises après un programme de 5 ans d'intégration des élèves de langue anglaise ! Une fois la programme achevé, aucune subvention gouvernementale aux écoles anglaises !

d) Aucun manuel scolaire d'une langue autre que le français dans les écoles françaises ! Sauf évidemment pour l'enseignement d'une langue seconde, tout manuel scolaire doit être disponible dans la langue des élèves, pour qu'ils ne soient pas obligés d'être bilingues pour réussir l'année. Contre tout cours

obligatoire d'anglais ! Aux étudiants le droit de décider la langue seconde qu'ils veulent apprendre !

e) McGill français ! Pour que cette université la plus riche du Canada serve à la population qui l'entoure ! Transformons ce bastion privilégié des anglophones en institution francophone, ouverte à toute la population québécoise.

f) Que la langue d'administration gouvernementale soit uniquement le français. En conséquence, les formules d'impôts, par exemple, tous les documents des divers ministères seront uniquement en français. Aucun refus d'embauchage des francophones unilingues dans la fonction publique !

g) Proclamation par le gouvernement du Québec du français seule langue officielle sur son territoire ! Que tous les immigrants voulant venir vivre au Québec soient informés de cette proclamation.

h) Que le gouvernement du Québec passe une loi exigeant une connaissance du français de la part de tout employé professionnel et de métier, y compris les médecins, les directeurs et les cadres à l'emploi d'un hôpital qui se trouve sur le sol québécois !

Quelle force dans la nation peut y parvenir ?

C'est évident que l'oppression nationale s'abat sur toute la nation, et que tous les Québécois sont victimes de 1'anglicisation et de l'exploitation du fédéral. Presque tous les Québécois, surtout les travailleurs et les étudiants, ont intérêt à gagner un Québec indépendant et français. En ce sens, cette série de revendications concerne toute la nation.

Mais la nation québécoise n'est pas une formation sociale homogène. C'est clair que tous les Québécois ne souffrent pas de l'oppression nationale à un même degré. Une petite poignée de Québécois possédant des intérêts économiques semblables à ceux de nos exploiteurs étrangers sont complices à notre oppression

et en profite. Ces éléments sont évidemment très peu fiables dans une quelconque lutte contre les exploiteurs étrangers.

En ce sens il ne suffit pas pour les Patriotes d'adopter un programme d'émancipation nationale et de croire que toute la nation dans son ensemble s'engagera au même moment dans une lutte de masse pour son application.

Etant donné l'hétérogénéité d'une nation, les différentes niveaux de conscience nationale et politique, les intérêts économiques variés et même opposés, les diverses expériences de lutte et les différentes positions sociales de tous les Québécois par rapport à nos exploiteurs étrangers, une lutte nationale pour l'émancipation exige qu'une force sociale en particulier puisse se mettre à la tête de toute la nation afin de la **diriger** dans son ensemble vers la victoire. Une fois le programme élaboré, voilà la deuxième démarche des Patriotes: dégager de la société québécoise cette force sociale capable, au nom de toute la nation, de mener à bonne fin la lutte de libération nationale.

Il s'agit d'approcher cette question à partir de la **division en classes de la société québécoise** car c'est là la **plus fondamentale différentiation au sein de la nation.** Les couches dans la société qui occupent une place particulière dans le système de production constituent une classe sociale commune. Autrement dit, le caractère de classe d'une couche de Québécois se définit d'après sa fonction sociale dans l'économie, 1'économie étant le base fondamentale qui détermine les intérêts de tout Québécois dans le domaine national.

Tout d'abord, il y a la classe bourgeoise, ou capitaliste, composée d'une infime minorité qui détient une partie des moyens de production. On ne peut rien attendre de la classe capitaliste canadienne-française dans notre lutte pour être maîtres chez-nous. La bourgeoisie nationale est extrêmement faible et étroitement liée au capitalisme anglophone et américain,

ce même capitalisme qui maintient l'oppression nationale du Québec.

Au cour de l'histoire, la bourgeoisie canadienne-française n'a pas été assez forte pour se mesurer avec le capital anglophone qui la tient à la gorge et contrôle l'économie. Selon une analyse de "l'élite économique" du Canada, seulement 1/16 d'entre eux sont canadiens-français et, sauf dans le cas de deux petites banques, le pouvoir de ces personnes repose entièrement sur des corporations contrôlées par des capitalistes anglophones.

Plutôt que de se défendre, elle s'est résignée au rôle de collaboratrice servile des capitalistes anglophones. Avec l'Eglise catholique, elle coopère avec les envahisseurs, aidant l'invasion économique et culturelle qui cherche à noyer là nation québécoise dans une majorité anglophone. Comme 1'a dit Léon Trotsky, l'un des dirigeants de la révolution russe de 1917, ". . . la bourgeoisie des pays arriérés, dès ses dents de lait, se développe comme une agence du capital étranger et, bien qu'elle ait à l'égard de ce dernier une envieuse hostilité, se trouve et se trouvera dans tous les cas décisifs unie à lui dans un même camp." (*Histoire de la révolution russe*. Tome 2, page 426).

Voilà la nature des gouvernements actuels à Québec, soit Libéral soit Unioniste. De tels gouvernements sont incapable d'aller au delà des pourparlers constitutionnels avec Ottawa qui ne mènent nulle part, car ils sont incapable de marcher sur les pieds de nos exploiteurs pour y arracher leurs privilèges. De tels gouvernements capitalistes sont incapables de mobiliser la population québécoise contre Ottawa, car ils ne sont pas assez forts pour empêcher les masses d'aller jusqu'au bout et de renverser tous les exploiteurs, y compris ceux qui se trouvent au gouvernement "national."

Ces gouvernements capitalistes ne cherchent pas à éliminer les privilèges et les richesses de la nation qui opprime, mais plutôt de les transférer à leur propre compte.

Ainsi, les capitalistes québécois, et les deux partis dominants, loin de pouvoir diriger la lutte nationale, seront les premiers à la trahir.

L'autre principale force sociale au Québec est la classe ouvrière, constituant la vaste majorité de la nation et n'ayant aucune autre fonction dans le système de production que la vente de sa force de travail. La classe ouvrière dépend entièrement pour son existence de l'offre de sa force de travail pour faire fonctionner les moyens de productions que possèdent les capitalistes.

La classe ouvrière représente la couche la plus exploitée de la société québécoise en ce sens qu'elle est non seulement exploitée économiquement par les monopoles étrangers qui dominent le Québec et lui enlèvent en forme de profits une partie des biens qu'elle a produits; elle est opprimée nationalement par le fédéralisme qui l'empêche de parler sa langue au travail; mais elle est également exploitée par cette poignée de capitalistes québécois. Il y a conflit constant d'intérêts entre la bourgeoisie québécoise et la classe ouvrière québécoise, conflit qui prime, pour la bourgeoisie, sur son hostilité nationale à l'égard de la domination étrangère du Québec.

Autrement dit, la bourgeoisie nationale du Québec n'est absolument pas prête à cesser son exploitation économique des travailleurs au nom de l'unité nationale contre l'oppression du Québec.

La classe ouvrière québécoise, au contraire de la bourgeoisie, n'a aucun lien de dépendance avec le capitalisme anglo-canadien et américain. D'ailleurs, les travailleurs québécois luttent déjà au niveau économique ou syndical contre ces mêmes oppresseurs du Québec. Donc, la classe ouvrière se montré capable de jouer **un rôle indépendant** dans la lutte nationale, par rapport à la domination étrangère; une telle capacité indépendante est absolument essentielle si nous voulons mener une lutte militante, conséquente et sans compromis pour l'émancipation nationale.

En réalité, la classe ouvrière est la seule force capable de se mettre à la tête de toute la nation pour mener jusqu'au bout la lutte pour un Québec indépendant et français, non seulement de par son nombre et son indépendance par rapport à nos exploiteurs étrangers, mais également de par sa position stratégique dans le système de production. Les ouvriers québécois, de pair avec les cultivateurs, ont le pouvoir de réorganiser et de faire fonctionner **toute la vie économique de la nation,** ce qui fut prouvé surtout lors de la grève générale de 1972 dans la fonction public quand les travailleurs ont géré plusieurs villes et institutions, comme l'institut Albert-Prévost. Selon les patients: "Ça fonctionnait mieux qu'en temps normal."

Bien qu'ils soient organisés dans des puissantes centrales syndicales — c'est-à-dire, au niveau de la lutte économique — la classe ouvrière québécoise est sans arme politique, sans parti politique. Diriger la lutte nationale, lutte politique d'envergure nationale, exige absolument un parti politique de masse.

Le Parti Québécois, est-il une telle arme politique de la classe ouvrière? La réponse négative à cette question nous amène à une troisième classe sociale au Québec : la petite-bourgeoisie, ou la classe moyenne. Se trouvant au milieu de la lutte de classe entre ouvrier et bourgeois, cette classe est composée de couches très hétérogènes à partir de celles qui se voient opprimées par la bourgeoisie allant jusqu'aux couches exploiteuses de commerçants moyens et de hauts fonctionnaires dans la bureaucratie gouvernementale.

Les petits cultivateurs pauvres, possédant leur propre terre et ne formant qu'une faible proportion de la population, bien qu'ils soient de la petite-bourgeoisie, sont des alliés proches de la classe ouvrière. Les petits cultivateurs forment probablement la couche la plus laborieuse et exploitée de cette classe moyenne.

Pendant les trente dernières années, une nouvelle couche petite-bourgeoise urbaine s'est développée, se situant dans la couche administrative des filiales des corporations étrangères ou dans leurs industries satellites, aussi bien que dans l'appareil d'Etat provincial. Cet appareil a connu une grande expansion pour servir ces industries.

Dans le secteur privé, les chances d'un Québécois d'avancer au niveau supérieur de la hiérarchie administrative sont très limitées; et cette couche, à des niveaux inférieurs, risque constamment de retomber dans les couches supérieures de la classe ouvrière. Ainsi les postes de hauts fonctionnaires dans l'appareil de l'Etat provincial leur offre une seule possibilité, celle de gagner seulement 1'illusion de jouer un rôle indépendant dans l'économie. L'on trouve les origines du PQ parmi ces couches.

Bien que la faiblesse de la bourgeoisie nationale ait permis à la petite-bourgeoisie de jouer un rôle exceptionnellement important dans certaines occasions, sa faiblesse extrême se voit dans son incapacité de jouer un rôle indépendant réel dans l'économie québécoise.

Dans le passé la petite-bourgeoisie fut le principal porte-parole du nationalisme québécois. La petite-bourgeoisie québécoise s'est tournée vers l'indépendance pour exprimer sa frustration face à son instabilité et à sa vulnérabilité en tant que classe, et pour exprimer aussi son désir impossible, de jouer un rôle indépendant dans la vie économique et politique.

La petite-bourgeoisie, de par sa faiblesse dans l'économie et de par son hétérogénéité – l'existence d'intérêts tellement variés et même opposes – est incapable en tant que classe sociale de jouer le rôle de dirigeant dans la lutte nationale. Elle est incapable de mener une lutte militante, conséquente et sans compromis, à la tête de la nation. Pendant que les couches petite-bourgeoises exploitées, comme les cultivateurs, ont tout intérêt à se libérer de la domination étrangère dont elles sont victimes, les couches supérieures de la classe moyenne sont dépendantes

des miettes offertes par nos exploiteurs étrangers, et par conséquent, ont tendance à se ranger de son côté.

Pour cette raison la petite-bourgeoisie a tendance, dans son ensemble, à vaciller entre les deux puissantes classes de la société, dépourvue de son propre point commun de ralliement.

Pour citer Trotsky encore: ".. .Les sommets de la petite-bourgeoisie, dans ce nombre les intellectuels, peuvent prendre une part active, parfois très bruyante, à la lutte nationale, mais ne sont pas du tout capables de jouer un rôle indépendant... "

Les couches exploitées de la petite-bourgeoisie, surtout les cultivateurs, peuvent et doivent être gagnés à la lutte pour l'émancipation nationale. Elles peuvent y jouer un rôle important, seulement à condition qu'elles se mettent derrière la classe ouvrière, seule force sociale cohérente au Québec, capable de fournir cette direction forte et intransigeante qu'exige une lutte de libération nationale.

Pour être en mesure d'unifier et de diriger toute la nation contre l'oppression fédéraliste, la classe ouvrière doit s'organiser indépendamment au niveau politique, c'est-à-dire, au moyen de son propre parti politique, et ceci pour s'assurer que le programme et la direction du parti appelé à diriger la nation ne soient pas dilués, compromis, ou affaiblis par la vacillation, l'hésitation et l'indécision qui caractérisent, non pas la majorité de la nation, mais plutôt la bourgeoisie nationale et la petite-bourgeoisie.

La classe ouvrière a besoin d'un parti politique autonome non pas pour se replier sur elle-même, mais au contraire pour marcher à la première ligne du combat de toute la nation québécoise.

Que le Parti Québécois, issu et dominé par la petite-bourgeoisie, n'est pas, et ne peut pas remplacer un parti de la classe ouvrière se confirme tant par son programme mesquin, incomplet et plein de compromis, que par sa conduite et son incapacité de mener la moindre lutte pour le plus modéré des points de son propre programme.

L'appui électoral massif qu'a le PQ parmi les travailleurs ne changent pas son caractère bourgeois et conciliateur, pas plus que le Parti Démocrate aux Etats-Unis (qui jouit également de l'appui officieux des centrales syndicales). Le dossier du PQ est celui d'un marchand des droits nationaux des Québécois, d'un négociateur sans principes qui cherche des petites réformettes graduelles à la place d'une combat acharné contre le fédéral, combat qui mobilise les énergies des masses québécoises en vue d'obtenir la dignité et la liberté nationale.

Pour la classe ouvrière, au contraire, il est plus avantageux que les transformations nécessaires dans le sens de l'émancipation nationale soient acquises précisément par la voie révolutionnaire et non par celle des réformes, car la voie des réformes est celle des aternoiements *(politique d'accommodements –ndlr)*, des tergiversations et de la mort lente et douloureuse des parties gangrenées de l'organisme national. Les travailleurs et les cultivateurs, c'est-à-dire, la majorité de la nation, sont ceux qui souffrent les premiers et le plus de cette gangrène. La voie révolutionnaire est celle de l'opération chirurgicale la plus prompte et la moins douloureuse pour la nation, celle qui consiste à amputer résolument les parties gangrenées, celle du minimum de concessions et de précautions à l'égard du fédéralisme anglo-saxon et de ses institutions infâmes et abjectes, où la gangrène s'est mise et dont la puanteur empoisonne l'atmosphère.

Tel est maintenant le fond de la question qui échappe aux dirigeants du PQ: notre lutte de libération nationale s'achèvera-t-elle par une victoire réellement grandiose et l'établissement d'un Québec libre, réellement indépendant et français ou simplement par le misérable compromis d'une "nouvelle constitution."

Le programme du PQ indique comment le parti est complètement contrôlé par ses dirigeants. Bien que les membres du PQ soient en vaste majorité des étudiants, ménagères, cols blancs, avec un certain nombre de syndicalistes, les cadres dirigeants du parti sont presque sans exception des hommes complètement intégrés à une perspective bourgeoise; des politiciens

bourgeois habiles, d'anciens hauts fonctionnaires, des éléments professionnels riches, les "technocrates" des entreprises d'Etat, des journalistes et d'autres idéologues de la bourgeoisie.

La plupart d'entre eux sont associés à la bureaucratie gouvernementale et aux structures organisationnelles du gouvernement, qui sont nées durant les dernières années à la suite de la dernière vague de pénétration impérialiste au Québec.

Beaucoup de dirigeants péquistes ont une longue histoire de loyaux services au sein des partis traditionnels de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Le principal dirigeant du PQ, René Lévesque, a dirigé plusieurs ministères dans le gouverne ment Libéral de Jean Lesage. Le dirigeant adjoint, Gilles Grégoire, a dirigé une aile nationaliste au sein de la délégation du Crédit Social à la Chambre des Communes à Ottawa. L'expert économique du PQ, Jacques Parizeau était un des principaux conseilleurs économiques sous les régimes Libéral et unioniste; il a contribué à rédiger une grande partie de là législation anti-ouvrière actuellement en vigueur. Claude Morin, sous-ministre au gouvernement du Québec depuis dix ans, vient de s'ajouter à l'équipe de "libérateurs."

Le caractère **bourgeois** et **pseudo-nationaliste** du PQ se voit le plus clairement dans son attitude envers les monopoles étrangers, le trusts dont la domination de l'économie est l'une des principale sources dé l'oppression nationale des Québécois. Le PQ accueille avec enthousiasme le capital étranger et promet de faire tout son possible pour le protéger. En réalité, le PQ se propose ouvertement comme le meilleur rempart **contre** le mouvement indépendantiste de masse, mouvement qui menace la stabilité des intérêts impérialistes qui nous dominent.

Le programme du PQ promet explicitement à "la société américaine" qu'au pouvoir, le parti "jouera le rôle de tout gouvernement normal" en assurant que "l 'extrémisme violent, le désordre continuel, les

législations très dissonantes, et les fiscalités trop lourdes" ... ne "l'empêchent d'opérer."

Autrement dit, au nom de la "modération" le PQ songe à **mieux** accueillir les capitalistes étrangers qui violent et qui pillent l'économie, la langue et la culture du Québec. Les Québécois sont colonisés et soumis précisément parce que nous étions toujours **trop modérés** à l'égard des envahisseurs racistes et et extrémistes! Au nom de la survie de la nation québécoise, menacée chaque jour par l'assimilation aux mains d'une minorité qui dévient rapidement la majorité, les Patriotes exigent des solutions radicales — seul moyen d'amputer les parties radicalement gangrenées de la nation !

L'ambiguité du PQ sur les droits nationaux, découle de son désir ultime de collaborer avec et non de combattre nos oppresseurs anglophones. Bien qu'il revendique (verbalement et poliment) que le français, soit la seule langue officielle, le PQ s'oppose explicitement à un système d'écoles unilingue en exigeant que "le Québec reconnaisse les droits scolaires de la minorité anglophone . . . de l'école élémentaire jusqu' à l'université."

Au nom des soi-disant "droits acquis" des anglophones (en réalité des droits **conquis** en 1759 et renforcés lors des interventions militaires en 1918, 1969 – lors de la grève des policiers à Montréal – et en 1970), le PQ essaie de nous convaincre que le problème de la langue c'.est la faute aux immigrants que le PQ cherche à intégrer à la communauté francophone tout en maintenant les privilèges de la minorité. Voilà le véritable véhicule de l'oppression linguistique — l'existence de deux systèmes d'éducation subventionnés par l'Etat, l'un en anglais — la langue du patronat — l'autre en français — la langue du chômeur!

La conduite au PQ en dit plus long que son programme. Depuis sa formation, le PQ s'est opposé parfois violemment aux actions nationalistes: St-Léonard et McGill français, les actions de masse contre le bill 63 et la manifestation le 16 octobre 1971 pour un Québec français et contre les mesures de

guerre. Pour ce qui est d'actions ouvrières, le PQ a appuyé à maintes reprises des "lois d'urgence" forçant des grévistes à rentrer au travail (les fonctionnaires municipaux de Montréal, l'interdiction de la manifestation contre *La Presse* du 29 octobre 1971, les déclarations de Parizeau contre le droit de grève dans la fonction publique, le refus du PQ d'exiger la libération des trois chefs syndicaux emprisonnés par Bourassa, etc.)

A maintes reprises, le caractère de classe, le programme et les actions (ou manque d'actions !) du Parti Québécois ont confirmé cette conclusion, que le PQ est incapable de rompre tout lien programmatique avec nos exploiteurs pour se fier uniquement à la force des masses québécoises en mouvement. Le Parti Québécois craint la puissance des masses qu'il prétend vouloir émanciper; le PQ est incapable de mener la nation dans une lutte militante et sans compromis contre nos oppresseurs jusqu'à l'émancipation nationale.

L'attitude des Patriotes à l'égard du PQ doit être celle-là qui cherche à pousser le parti à avancer la lutte nationale. Mais ceci ne peut se faire qu'à condition que les Patriotes demeurent indépendants du PQ et à l'extérieur de lui. Il est possible au cours de la lutte de pousser le PQ à s'engager dans des actions particulières en l'exposant devant ses membres et devant la nation. Il est souhaitable et possible d'obliger le PQ d'appuyer des actions nationalistes qu'initient d'autres organisations, à condition que les Patriotes s'échappent de l'influence et du contrôle conciliateur qui règnent au sein du parti.

Pour autant que le PQ engage des actions concrètes contre la nation qui nous opprime, nous sommes toujours pour, en tout état de cause et plus résolument que quiconque, car nous sommes 1'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression des Québécois. Pour autant que le PQ essaie de trahir la lutte ou de limiter son envergure, nous sommes carrément contre.

Autrement dit, les Patriotes ne peuvent exprimer à l'égard du PQ, aucune confiance. Ils doivent donc rester **à l'extérieur** du PQ pour gagner tout le mouvement nationaliste à la nécessité de construire cette organisation qui seule peut diriger la nation vers l'établissement d'un Québec indépendant et français.

Pour un parti ouvrier de masse!

Il est évident que le programme pour un Québec indépendant et français ne saurait être appliqué seulement au niveau du quartier ou même au niveau de la ville. Il s'agit d'un programme d'envergure nationale qui ne saurait être mis en vigueur qu'au niveau de l'ensemble de la nation. Donc, l'émancipation nationale ne peut se faire qu'en gagnant le gouvernement national à Québec, en établissant un gouvernement des travailleurs et des Cultivateurs à la place des traîtres nationaux qui s'y trouvent présentement. Voilà l'instrument indispensable d'une lutte contre Ottawa. Voilà ce que doit viser un parti ouvrier de masse pour se mettre à la tète de la nation — le pouvoir politique à Québec.

Un tel parti doit se construire à partir des puissantes organisations économiques de la classe ouvrière, c'est-à-dire, les centrales syndicales. C'est au mouvement syndical de prendre l'initiative et de lancer le parti ouvrier, avec l'appui et la participation des mouvements nationalistes et des mouvements de gauche. Le seul moyen de protéger son caractère indépendant et ouvrier, tout en n'excluant pas d'autres éléments comme les cultivateurs, les professionnels, les petits commerçants, c'est de s'assurer d'une participation prédominante du mouvement syndical, au niveau de là direction, de la structure et du financement du parti.

Un parti ouvrier est l'instrument indispensable de l'organisation d'actions efficaces pour gagner des revendications immédiates et partielles du programme national. Le parti ouvrier pourrait également être l'instrument essentiel de mobilisation des masses québécoises dans la lutte pour le pouvoir gouvernemental et pour la libération complète.

Est-ce qu'un tel parti doit être un parti comme les autres? Nullement. Au contraire, l'oppression nationale et les autres conditions qui entoureront sa création le pousseront vers une voie totalement différente. Les solutions à l'oppression nationale des Québécois exigent déjà la participation des masses.

Avec la participation des Patriotes et de toute la gauche et du mouvement nationaliste, il serait très possible de lui faire adopter un programme de revendications nationales à portée révolutionnaire. Ce parti peut devenir un mouvement militant et vaste, non pas borné au parlementarisme, mais actif dans tous les domaines où le bien-être de la nation est en jeu.

Voici un projet de programme pour un tel parti qui, de pair avec les revendications nationales ci-haut proposées, pourrait faire d'un tel parti l'organisation politique dirigeante de toute la nation:

Politique nationale:

a) La libération dé tous les prisonniers politiques et syndicaux derrière les barreaux parce qu'ils osaient lutter contre 1'oppression des Québécois.

b) Pour la parité des salaires avec les travailleurs de l'Ontario.

c) Echelle mobile des salaires en rapport avec la hausse du coût de la vie ! Salaire minimum annuel pour mettre fin à la pauvreté au Québec et au bas niveau de revenu.

d) Une nation ne peut être libre avant que tous les citoyens aient des emplois. Il s'agit de réduire la semaine de travail sans réduction de salaire, pour partager les emplois existant parmi tous ceux qui veulent travailler !

e) Nationalisation de toute entreprise étrangère qui ferme ses portes et met des Québécois à la porte, et ce sous le contrôle et la gestion des ouvriers qui y travaillent !

f) Pour s'assurer que tous les Québécois aient un logement adéquat: limitation des loyers à une maximum de 10% du revenu total ; pour une vaste programme gouvernemental de construction de logements à loyer modique.

g) L'ouverture des livres de comptes de toute entreprise étrangère pour déterminer si il y a eu surexploitation des Québécois et super-profits ! Il faut taxer Les super-profits pour financer des campagnes pour améliorer la langue française des traductions, les traductions insuffisantes, etc.

h) Nationalisation de toutes les banques et compagnies de finance, ces entreprises qui vivent depuis des années sur le misère du peuple québécois et en profitent sur une échelle incroyablement élevée !

i) La nationalisation du quotidien *La Presse*, le plus grand journal français au Québec, qui a prouvé par son fédéralisme cru et de par sa politique anti-ouvrière, son incapacité de gérer le journal dans l'intérêt de la nation et non dans l'intérêt de l'piastre.

j) Nationalisation de toute compagnie de livre possédée à l'étranger, comme Hachette, et la publication massive d'oeuvres québécoises.

k) Pour briser la mainmise de l'Eglise catholique sur les hôpitaux, sécularisation de tous les hôpitaux francophones. Ceci mettrait fin à la discrimination que subissent les femmes francophones qui veulent obtenir un avortement.

l) Expropriation de tout édifice fédérale et sa transformation en fonction des besoins des Québécois, ceci pour récupérer une maigre partie du pillage fédéraliste au Québec !

Politique internationale :

a) Le retrait du Québec de toute alliance militaire ayant pour but la suppression des luttes de libération nationale à travers le monde. Retrait immédiat de l'OTAN et du NORAD !

b) Aucune collaboration à la complicité du Canada au Vietnam ! Aucune recherche militaire dans les écoles et universités québécoises ! De même qu'il a Ç réprimé le peuple québécois en octobre 1970 au nom de la ‘’majorité silencieuse,’’ le fédéral est complice de 1 l'intervention impérialiste américaine en Indochine et ceci au nom des peuples canadien et québécois. Mais les Québécois ont toute raison d'être plutôt solidaire des peuples indochinois, peuples également en lutte pour l'indépendance. Nationalisation et transformation de toute usine d'armement dont les produits sont destinés aux Etats-Unis ou à l'Indochine.

c) Pour défendre le Québec contre toute ingérence étrangère, surtout de la part de l'armée canadienne, la formation d'une milice populaire sous le contrôle du mouvement syndical, milice qui sera organisée à partir du quartier !

d) Fin à toute aide et collaboration avec tous les régimes répressifs dans le monde !

e) Autodétermination pour les Vietnamiens et pour tous les peuples du Tiers Monde, y compris les Indiens et Esquimaux canadiens, les Irlandais et les Noirs américains ! Solidarité avec la lutte de libération de toutes les nationalistes opprimées !

f) L'établissement d'échanges culturels avec tous les pays de la francophonie !

g) Aucune participation québécoise à une guerre étrangère sans l'accord de la nation exprimé dans un référendum !

Politique syndicale

a) L'abolition immédiate de toute loi-matraque enlevant le droit démocratique de grève, que ce soit dans le secteur public, para-public ou privé. A bas la Loi 19 ! Liberté syndicale complète !

b) Pour que le droit de tous les ouvriers de parler en français au travail soit reconnu dans toutes les conventions collectives !

c) Pour l'embauchage et 1'avancement prioritaire aux travailleurs francophones: Libre accès aux cours de métiers, etc. et aux universités.

d) Pour le contrôle démocratique des travailleurs sur les syndicats avec la liberté de participation de toutes les tendances politiques ouvrières ! L'élimination de toute discrimination raciste envers les francophones dans les syndicats !

e) Pour le lancement d'un journal quotidien exprimant le point de vue du mouvement syndical et contrôlé par lui !

f) Pour l'unité d'action des 3 centrales syndicales à travers l'établissement de fronts communs permanents dans toutes les régions !

g) Pour la parité des salaires avec Montréal, dans toutes les régions du Québec !

h) Pour le contrôle ouvrier de l'industrie par la formation des comités d'usine élus parles travailleurs dans l'usine !

L'égalité des femmes québécoises

a) Libre droit à 1'avortement, couvert par la Régie de l'assurance-maladie du Québec: Aucune restriction légale sur ce droit: Aux femmes de décider si oui ou non elles veulent une grossesse.

b) Salaire égal pour travail égal ! Fin aux salaires inférieurs pour les femmes !

c) Pour des garderies gratuites 24 heures sur 24, contrôlées par ceux qui s'en servent !

d) Aucun refus d'embaucher une femme à cause de son sexe !

e) Libre accès des femmes aux cours scientifiques et techniques dans le système scolaire ! Fin à la canalisation des femmes vers les cours de secrétaire et de ménagère !

f) Pour un salaire assuré par l'Etat aux ménagères pour le travail domestique, travail si nécessaire à la société !

g) Ouverture de toutes les tavernes aux femmes !

h) Retrait de toutes lois discriminatoires envers les femmes !

Le système d'éducation

a) Pour l'unification séculaire et française de toutes les commissions scolaires, contrôlées entièrement par des commissaires élus par la population.

b) Gratuité scolaire à tous les niveaux, y compris l'université, avec présalaire aux étudiants durant les mois d'école.

c) Emplois assurés aux étudiants du secondaire et aux universitaires durant l'été et aux diplômés.

d) Pour un programme complet d'éducation pour les adultes.

e) Pour l'ouverture des facilités scolaires aux travailleurs, aux groupes communautaires et aux syndicats, après les heures de classe.

f) Pour des cours d'histoire sur la véritable histoire des Québécois, sur la conquête britannique et sur la Rébellion des Patriotes de '37-38; pour des cours d'histoire sur la lutte des femmes et la, lutte des travailleurs.

g) Pour des droits politiques complets dans toutes les écoles secondaires et dans les universités, pour les étudiants et lés professeurs, y compris le droit de parole, d'organisation, le droit des journaux étudiants à la liberté complète, le droit de diffuser de la littérature, de se servir des locaux pour l'organisation des assemblées politiques et culturelles et d'y

inviter des conférenciers de 1'extérieur indépendamment de leur point de vue politique.

h) La tenue régulière d'assemblées générales, pour décider de tous les aspects de la politique scolaire, afin d ' obtenir 1'avis des étudiants.

i) Non à la norme des 82 jours dans les Cegep ! Non au règlement No. 7 dans les écoles secondaires ! Aucune extension de l'année scolaire ou du nombre de périodes par semaine sans l'accord au préalable des étudiants et des enseignants concernés !

j) Que toutes questions concernant le personnel (embauchage, avancements, mises à pieds, etc.) soient décidées par ceux qui travaillent et étudient à 1'institution scolaire en question, c 'est-â-dire, par les étudiants, les professeurs et les employés de soutien. Que le contrôle sur la classification des enseignants soit dans les mains du syndicat et non dans les mains du gouvernement !

Il va sans dire qu'un tel parti ouvrier serait ouvert aux Québécois d'origine anglaise, et autres groupes ethniques et il serait très possible d'en gagner surtout des travailleurs, des étudiants et des femmes anglophones qui verront dans le parti ouvrier que la réalisation de leurs revendications économiques et sociales est organiquement liée à la réalisation des revendications nationales des Québécois.

Les Québécois anglophones les plus opprimés, ceux qui sont victimes des mêmes oppresseurs que les francophones, se rendront compte qu'ils ne peuvent ni améliorer leur sort de façon réelle, ni s'émanciper de toute exploitation, sans s'allier côte-à-côte avec la majorité opprimée au Québec qui est composée de francophones. Et le programme du parti ouvrier montrera concrètement aux opprimés anglophones du Québec, qu'une telle unité avec les francophones ne pourra se faire qu'en acceptant les justes et démocratiques revendications nationales de la majorité des Québécois.

Pour chercher des alliés au Canada-anglais afin de livrer des batailles communes contre l'Etat capitaliste à Ottawa qui opprime également les travailleurs canadiens-anglais, le parti ouvrier pourrait entretenir des liens fraternels avec le Nouveau Parti Démocratique qui est le parti de masse des travailleurs du Canada-anglais.

Conception & dynamique du programme

La plupart des revendications proposées ci-haut ont déjà été avancée à un moment ou un autre au cours de la lutte du peuple québécois pour sa libération. Quelques autres revendications furent empruntées de l'expérience des masses d'autres pays qui, ont connu une lutte parallèle à celle que nous menons au Québec. Bien sûr, la liste de revendications est loin d'être complète — c'est un programme inachevé que nous serons en mesure d'élaborer et d'approfondir au cours de nouvelles batailles et de nouvelles expériences dans la lutte d'émancipation. Il s'agit d'un programme flexible que nous proposons aux masses québécoises pour qu'elles puissent le mettre à l'épreuve dans la vie réelle, un programme ouvert aux améliorations qui s'imposent lorsque de nouveaux problèmes se présentent.

En se basant par-dessus tout sur les besoins objectifs de la nation québécoise, ceux qui furent déjà formulés et exigés et ceux qui ne le sont pas encore, les deux sections du programme sont seulement un guide pour l'organisation et l'action des masses québécoises, capable d'indiquer la voie vers l'émancipation authentique de la nation, voie qui permet aux Québécois d'arracher des victoires importantes à court terme au cours de la lutte pour la mise en vigueur de l'ensemble du programme par un gouvernement des travailleurs et cultivateurs.

En ce sens, le programme n'est pas une série d'idées abstraites ni une doctrine artificielle imposée à la réalité québécoise, mais plutôt un produit élaboré ici, aujourd'hui, par des participants dans la lutte.

Le programme de tous les autres partis bourgeois au Québec exprime les intérêts de ceux qui dominent le Québec, en ce sens qu'il ne propose pas de revendications qui minent sérieusement la puissance ou les privilèges de nos oppresseurs. Bien que le programme des partis bourgeois propose quelque réformettes, celles-ci sont proposées dans l'optique d'aménager le système actuel et de rendre plus "vivable" le statu-quo. Les réformes soulevées ont pour but non pas la libération nationale du Québec mais plutôt la "satisfaction" illusoire et tronquée du mouvement de masse qui lutte pour la libération nationale en faisant semblant de modifier les choses sans rien changer de fondamental, et sans déranger nos exploiteurs.

Au contraire des programmes bourgeois, le programme que nous proposons exprime de façon conséquente et sans compromis les intérêts immédiats et à long terme de la nation québécoise, dont la majorité est composée de salariés. Le programme ne propose pas un modus vivendi entré les masses québécoises et ceux que les oppriment, un programme qui semblerait "acceptable à tous." Notre programme se place sans équivoque sur le terrain dé la lutte d'émancipation nationale, lutte sans compromis contre tout privilège et contre toute oppression de la nation québécoise. Un des fondements du programme c'est le principe que les droits nationaux ne sont pas ‘’négociables" entre opprimés et oppresseurs, mais quelque chose d'inaliénable et de légitime qui revient de droit aux opprimés québécois. Le programme prend pour acquis que c'est impossible de libérer les opprimés — c'est-à-dire, la vaste majorité des Québécois — sans éliminer la puissance et les privilèges de ceux qui maintiennent le statu quo, qu'ils soient étrangers ou Québécois.

Bien que le programme ait comme point de départ une solution à la question nationale. Je programme ne s'arrête pas là. L'oppression nationale des Québécois n'est pas un hasard ni quelque chose d'abstrait n'ayant aucune attache avec la société en général. L'oppression nationale est le produit du système social,

une invention consciente de ceux qui exploitent les Québécois économiquement et qui se servent des institutions politiques, sociales et culturelles pour maintenir et pour renforcer cette exploitation économique.

Pour cette raison aucune solution authentique ni durable n'est possible à la question nationale sans transformer radicalement le système social sous-jacent. Une fois au pouvoir, les travailleurs et les cultivateurs québécois seront obligés afin de résoudre la question nationale et de défendre les actions prises vers cette solution, de modifier fondamentalement les bases économique et social de la société québécoise.

C 'est pourquoi le programme comprend également des revendications d'ordre social et économique et ne se limite pas uniquement aux revendications démocratiques directement nationales. La question nationale est centrale à la nation québécoise, mais elle ne peut être solutionnée que par un programme qui prévoit la transformation de la nature même de la société.

Un programme, comme celui du Parti Québécois, qui se limite à quelques revendications nationales incomplètes et modérées sans mettre en question le système social et sans prévoir l'établissement d'un nouveau pouvoir politique basé sur la majorité laborieuse ne peut en aucune manière servir de guide aux Patriotes qui sont à la recherche de la voie à l'émancipation nationale. Un tel programme qui ne reprend que les revendications réalisables dans le système actuel sans faire des incursions dans la puissance et dans les privilèges des capitalistes, ne peut aboutir qu'à des résultats très imparfaits.

En ce sens a s'agit de lier programmatiquement les revendications nationales immédiates aux revendications plus globales qui sont nécessaires pour changer la société québécoise de fond en comble, nous assurant ainsi d'une libération nationale complète et durable. Voilà pourquoi le programme que nous proposons inclut des revendications démocratiques tel que le droit de parler notre langue au travail, aussi

bien que dès revendications économiques et sociales telle l'échelle mobile des salaires.

Nationalisme et internationalisme

Comme l'exprime le programme, le nationalisme québécois n'est pas en opposition à l'internationalisme. Bien au contraire. Les Patriotes québécois ont beaucoup à apprendre de la lutte d'autres peuples colonisés dans le monde, et ils ont beaucoup à leur enseigner. Les Québécois ont des alliés potentiels parmi le monde ordinaire de tous les pays. Comme le démontre l'esprit du programme, les nationalistes les plus conséquents et les plus militants sont aussi des internationalistes qui sont solidaires de tous les peuples opprimés du monde.

Dire que le Québec est mûr pour l'émancipation nationale et que là situation permet l'arrivée au pouvoir des travailleurs et des cultivateurs, ne signifie pas que les Patriotes seront victorieux du premier coup; plusieurs étapes se franchiront sur ce chemin. Mais on peut dire que la question sera tranchée en définitive par le rythme du développement de la lutte des opprimés à travers le monde. Chaque fois qu'un peuple opprimé réussit à se libérer de l'emprise de l'impérialisme, cela constituera pour nous une victoire importante, servant de stimulant et d'exemple. Réciproquement, chaque victoire remportée par nous dans notre lutte constituera une énorme inspiration à tous lés autres damnés de la terre.

Le genre de société que nous visons

La réalisation de l'indépendance sera l'oeuvre des masses québécoises elles-mêmes, conscientes de l'enjeu de la lutte et de son but. Personne d'autres ne le fera pour elles et personne d'autres en est capable. Seule cette force que constituent les masses mobilisées peut assurer à la nation l'établissement à un nouveau pays libre, indépendant et français. Le but n'est pas une quelconque amélioration de la situation, un peu plus d'autonomie pour le Québec, quelques droits symboliques pour notre langue, ou un peu moins

d'exploitation. Nous ne cherchons pas à aménager un système social corrompu et pourri qui ne peut que continuer à nous angliciser, nous opprimer, à polluer nos airs et nos lacs, et à nous traiter comme des esclaves. Nous ne cherchons pas une entente avec ceux qui ont toujours répondu à nos justes revendications par la force, par la répression, par l'occupation militaire.

Nous sommes les prisonniers de ce système et de son oppression nationale depuis plus de 200 ans, et nous disons que c'est assez ! Nous voulons mettre fin à cette oppression nationale et à ce système qui l'a créée et qui la nourrit. Nous voulons montrer au monde entier que nous sommes capables de bâtir une nouvelle société libre de toute exploitation, société qui ne peut qu'être socialiste et démocratique, contrôlée par ceux qui ont bâti les routes, les écoles, les usines, les hôpitaux, les parcs, et les théâtres. Ce n'est que de cette façon que nous serons capable de nous présenter devant tout le monde en pays égal. émancipé, capable d'apporter un soutien réel aux autres peuples du monde qui voudront nous suivre.

Voilà la seule voie vers l'établissement d'un Québec réellement indépendant et français !

(fin)